

Semaines du **28 octobre et 4 novembre 2024**

À la une



La CGF reçue par le Ministre des Transports

La CGF a rencontré ce mercredi 6 novembre François Durovray, ministre des transports, pour échanger sur les grands défis actuels du commerce de gros, dans un contexte institutionnel marqué par l'examen des textes budgétaires.

Stéphane Antiglio, président de la CGF, Eric Dumont, vice-président de la CGF, Laurent Mitais, président de la commission Transport et Logistique de la CGF et Isabelle Bernet-Denin, directrice générale, ont pu insister auprès du ministre sur **les enjeux de compétitivité du secteur, sur la contribution des entreprises du commerce de gros à la transition écologique et énergétique et sur les engagements en matière de logistique urbaine.**

Ils ont aussi pu alerter le ministre sur **les difficultés en matière d'implantations logistiques liées à la mise en place du ZAN zéro artificialisation nette.**

Face à ces défis, **la CGF a réaffirmé son engagement pour alléger la fiscalité et demander de la lisibilité et de la stabilité.** Le commerce de gros est pleinement engagé dans le verdissement des flottes (PL, VUL, VL) mais souhaite un maintien de

la trajectoire actuelle de décarbonation en adéquation avec les investissements nécessaires et la maturité technologique.

Le ministre s'est montré très attentif et a réaffirmé son souhait de préserver une logistique performante au service de l'économie nationale et promouvoir des métiers essentiels au quotidien des Français. Une mission remplie tous les jours par les 160 000 entreprises du commerce de gros (dont 18 000 grandes entreprises, ETI et PME) et leur 1 million de salariés.

INSTITUTIONNEL



Une semaine riche en rendez-vous institutionnels pour la Confédération

Cette semaine, la CGF a multiplié les rencontres avec les équipes du cabinet du Premier ministre pour aborder les enjeux stratégiques de son secteur.

La première rencontre s'est tenue avec **Vivien Chbicheb, conseiller transports**, pour échanger sur les défis majeurs tels que la décarbonation et le financement de la transition énergétique des véhicules utilitaires légers (VUL) et poids lourds (PL), la logistique urbaine et le foncier logistique. Une réunion de travail dédiée aux « transports de marchandises » avec les équipes de la DGE a permis d'approfondir ces sujets ; elle a réitéré la volonté du Gouvernement de privilégier l'électrification du parc professionnel, de soutenir en priorité la décarbonation gros rouleurs, et d'augmenter pour ce faire l'enveloppe des crédits CEE pour le verdissement du transport.

La CGF a également rencontré **Paul Bazin, conseiller en charge du travail, de l'emploi, de l'insertion et des retraites, Julie Leroy, conseillère au sein du pôle social, ainsi que Jean-Benoît Eyméoud, conseiller macro-économique et politiques publiques** du Premier ministre. Ces échanges ont permis à la CGF de défendre ses positions sur les grandes thématiques du PLF et du PLFSS 2025 : menace sur l'apprentissage, hausse du coût du travail, revalorisation du versement mobilité...

Enfin, dans la perspective d'une nouvelle loi EGAlim, la CGF a pu dialoguer avec **Michel Stoumboff, conseiller agriculture et alimentation** du Premier ministre, pour défendre les spécificités du régime grossiste dans les négociations commerciales. Sur ce sujet, la CGF s'était également entretenue récemment avec Aurélien de La Noue au cabinet de la ministre de l'Agriculture.

Tous ces échanges institutionnels ont permis à la CGF de faire avancer les dossiers prioritaires et de porter les intérêts des entreprises du commerce de gros.

TRANSPORT & LOGISTIQUE



ZTL de Paris : 6 mois pour en préparer les modalités

La ville de Paris et la préfecture de police de Paris viennent de signer l'arrêté créant sur les 4 premiers arrondissements de Paris une zone à trafic limité consistant à n'y autoriser, sauf exception, que la circulation des véhicules motorisés y ayant un point de départ ou d'arrivée. L'arrêté prévoit que la liste des justificatifs permettant d'établir le droit à circuler et que les modalités de contrôle seront définies par voie d'un second arrêté qui devra être publié dans les 6 prochains mois. Les justificatifs à produire par les acteurs de la logistique doivent être définis dans le cadre d'une concertation avec les professionnels. La CGF sera associée à cette concertation à travers le Gatmarif dont elle est membre.



Verdissement des flottes de véhicules - audition de la CGF par la commission flash de l'Assemblée nationale

C'est en la personne de son président Stéphane Antiglio que la CGF a été auditionnée le 7 novembre par les députés Gérard Leseul et Jean-Marie Fievet, co-rapporteurs de la mission flash sur le verdissement des flottes de VL et de VUL. Lancée après la dissolution de l'Assemblée nationale qui avait entraîné l'abandon des discussions sur la proposition de loi portée par le député Damien Adam visant à accélérer le verdissement des flottes de plus de 100 véhicules, cette mission vise à objectiver la situation et à identifier les freins rencontrés par les entreprises.

C'est ainsi que la CGF a rappelé que les entreprises du commerce de gros étaient concernées à la fois par les VUL utilisés à des fins logistiques et par les VL à des fins commerciales.

Elle a globalement indiqué que l'écosystème de l'électromobilité (autonomie, charge utile, coûts des véhicules et contraintes de leur rechargement) avait besoin de gagner en maturité pour pouvoir répondre aux usages des entreprises pour lesquelles il faut toujours rappeler que les véhicules sont des outils de travail qu'elles choisissent en fonction de plusieurs critères associant la performance opérationnelle et le coût.

A noter que la CGF a publié ce jour un Communiqué de presse sur le sujet «**Verdissement des flottes automobiles : la Confédération des Grossistes de France dit non à de nouvelles taxes ou contraintes supplémentaires** » où elle appelle notamment à rejeter l'amendement déposé par le député Jean-Luc Fugit en faveur d'une taxe ciblant les entreprises qui ne parviennent pas à atteindre les objectifs de verdissement des flottes pour les parcs de 100 véhicules et plus (véhicules légers et camionnettes).

> [lire le communiqué de presse](#)



Webinaire FFQ : Présentation du programme Engagements Volontaires Environnement (EVE) – Objectif CO2 de l'Ademe

Le 5 novembre dernier, la CGF a co-animé un webinaire organisé par la Fédération Française de la Quincaillerie à l'attention de ses adhérents, sur le sujet du calcul de l'empreinte carbone de leurs activités de transport. Les participants ont pu se familiariser

avec le programme Objectif CO2 et découvrir les avantages du dispositif (mise à disposition d'un expert, d'outils et d'une méthode). Un des premiers leviers de motivation à s'engager dans la démarche réside dans l'image de marque que l'entreprise souhaite renvoyer d'elle-même (anticipation des évolutions réglementaires, prise de conscience environnementale ...).

Rappelons également qu'une majorité d'adhérents de la FFQ, à l'instar de beaucoup de grossistes, externalisent leurs activités de livraison. C'est pourquoi, **un webinaire FRET 21 se tiendra ce mardi 12 novembre de 14h à 14h45.**

Il aura pour objectif **d'inciter les entreprises agissant en qualité de donneurs d'ordre des transporteurs à mieux intégrer l'impact des transports dans leur stratégie de développement durable.**

Lien Teams pour vous connecter : [Cliquez ici pour rejoindre la réunion](#)

Contact : Vincent Baldy, chargé de mission Objectif CO2, T. 07 60 31 41 45,
v.baldy@cgf-grossistes.fr



Webinaire CGF sur le "mécanisme d'indexation carburant" dans le transport routier de marchandises

Dans le cadre du cycle de webinaires qu'elle a lancé à la rentrée de septembre, la CGF en a organisé un le 7 novembre qui a porté sur le mécanisme "d'indexation carburant" applicable aux contrats de transport routier de marchandises pour compte d'autrui.

L'objectif de ce webinaire, animé par Christian Rose, Directeur transport et logistique de la CGF, était de rappeler le cadre juridique du dispositif ainsi que ses modalités d'application, grâce notamment aux outils proposés par le Comité National Routier qui permettent aux donneurs d'ordre et aux transporteurs d'en négocier les termes de façon équilibrée.

<https://www.cnr.fr/>



Rencontre nationale Interlud+ le 5 décembre

Le programme InTerLUD+ piloté notamment par LLC, filiale de la CGF, revient au Forum des Images de Paris pour partager **les bonnes pratiques sur les développements en cours dans les territoires et à l'échelle nationale**, avec l'ensemble des acteurs de la logistique urbaine durable. **L'évènement est gratuit et se tient uniquement en présentiel sur le thème « Une logistique urbaine plus durable dans les territoires : hier, aujourd'hui et demain »**

Au programme, une matinée conjuguant retour historique sur ce qu'a pu représenter la logistique urbaine, les collaborations dans les nouveaux territoires urbains qui s'engagent ou se lancent dans la mise en œuvre concrète des feuilles de route, quelques-uns des grands chantiers en cours de la logistique urbaine à l'échelle nationale tels que les services numériques, les restrictions de circulation, le foncier et l'urbanisme. Ensuite, un questionnaire autour de la place de la logistique urbaine dans les collectivités territoriales

sur la base de l'expérience acquise à travers le déploiement des chartes de logistique urbaine durable dans les territoires.

En conclusion, des grands témoins qui vont confronter leur expérience pendant ce moment exceptionnel qu'ont été les Jeux et les leçons qu'ils en tirent pour l'avenir.

L'après-midi, les ateliers seront l'occasion d'approfondir les différents sujets abordés pendant la plénière.

Plus d'infos sur le programme et inscriptions [ici](#)

PARTENAIRES



Visite immersive chez l'AFTRAL Genevilliers

A l'invitation du partenaire de longue date de la CGF, AFTRAL, et de son président Loïc Charbonnier, les membres des commissions « Emploi et Formation » et « Transport et Logistique » de la CGF, accompagnés par leurs Présidents Martine Chavaudret et Laurent Mitais, ont pu visiter le centre de formation Aftral de Genevilliers, le 7 novembre.

L'AFTRAL forme chaque année près de 300 000 professionnels dans les domaines de la logistique, transport, prévention des risques, CACES, organisation et management ; ainsi que 1 800 formateurs issus du monde professionnel.

Après une visite du centre de formation, les participants (entreprises et fédérations : FND, UNCGFL, COEDIS, FEDA, FICIME) ont pu découvrir des outils pédagogiques de dernière génération. Ils ont notamment pu tester l'Exosquelette, le simulateur de conduite, l'outil de réalité virtuelle incendie et l'Entrepôt virtuel 2.0.

Les échanges avec Gilles Boyer, directeur marketing et commercial de l'AFTRAL, ont principalement porté sur l'impact de la réforme sur l'apprentissage, l'attractivité des métiers du transport logistique et le rôle que peut jouer la formation dans les efforts de fidélisation des collaborateurs.

<https://www.aftral.com/>

SOCIAL



Révision des classifications de la CCN 3044 : mise en oeuvre opérationnelle

À l'issue d'une journée d'auditions le 30 octobre, les partenaires sociaux de la CCN 3044 ont sélectionné un cabinet prestataire pour les accompagner dans la révision des classifications. Un point de cadrage technique sur la méthodologie sera fait lors de la réunion paritaire du 4 décembre afin que les travaux puissent démarrer en 2025.



Webinaire CGF dédié aux dispositifs de partage de la valeur

La CGF a organisé le 6 novembre, en partenariat avec Malakoff Humanis, un **webinaire dédié aux dispositifs de partage de la valeur** (prime de partage de la valeur, plan de partage de la valorisation de l'entreprise ; plans d'épargne retraite ...) et la manière dont ils peuvent permettre de répondre à la problématique des dettes sociales des chefs d'entreprise. Jean Luc Franco, chargé d'affaires épargne collective, a ainsi pu présenter à la quarantaine de participants des exemples chiffrés de solutions possibles, liées notamment à la monétisation des congés non pris, à la mise en place d'un CET ou à l'ouverture d'un PEE PERECO.



A venir : un webinaire CGF sur la clause de non-concurrence

Le prochain webinaire CGF dédié aux adhérents se tiendra le **jeudi 28 novembre de 9h à 10h et portera sur la clause de non-concurrence**.

Animé par Marie Guedeney du pôle social de la CGF, ce webinaire pratique donnera les bases de la rédaction et de la mise en œuvre de la clause de non-concurrence.

Objectif : faire le point sur les conditions de validité de la clause de non concurrence et les modalités de mise en œuvre en fonction des différents cas de rupture de contrat.

EMPLOI & FORMATION



Les entreprises du second œuvre du bâtiment se dotent d'outils RSE

Les partenaires sociaux de la CCN 3044 ont validé les **outils RSE produits dans le cadre de L'EDEC-RETN** (Engagement de développement de l'emploi et des

compétences-Rénovation énergétique et transformation numérique) pour le secteur de la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment (fédérations FND et COEDIS).

Six outils opérationnels seront mis à la disposition des entreprises afin de les **aider à mettre en place ou approfondir leur politique de RSE** :

- Autodiagnostic disponible sur <https://espace-rh-client.livraison.rich-id.io/diagnostics/23>
- Un Plan d'action structurée
- Un Référentiel RSE basé sur la norme Iso 26000
- Une charte d'engagement personnalisable
- Un fichier pour identifier les parties prenantes
- Un module d'accompagnement permettant de s'approprier les différents outils mis à disposition.

Une réflexion est en cours afin d'étendre et adapter ces outils à d'autres secteurs d'activité dans le cadre de la CCN des commerces de gros.



Cartographie interactive des formations commerce de gros : l'allié recrutement des entreprises

La branche des commerces de gros, en lien avec AKTO, met à disposition des entreprises une cartographie interactive des établissements proposant des formations (Diplômes, Titres professionnels, CQP) conduisant aux métiers de la branche.

Une recherche multicritère (localisation, niveaux, branches, etc.) permet de trouver un établissement de formation à proximité des entreprises afin de recruter des apprenants.

[Trouver une formation en alternance - Akto](#)

ENVIRONNEMENT



Utilisation de matières plastiques recyclées grâce aux éco-modulations : la réflexion est lancée

Lors des Assises des déchets, début octobre, la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, Agnès Pannier-Runacher, avait indiqué que les réglementations européennes imposant l'incorporation de matières recyclées dans les batteries, les véhicules et les emballages étaient clairement une opportunité à saisir.

Ainsi, un groupe de travail a été lancé sur **l'incitation à l'utilisation de la matière plastique recyclée**, auquel la CGF a participé, sous la direction de Monsieur Coissard, sous-directeur des déchets et de l'économie circulaire.

L'objectif est de travailler sur l'outil d'incitation que constitue les éco-modulations dans les filières REP. La DGPR souhaite simplifier ce dispositif pour les entreprises, qui le

méconnaissent encore trop, et l'harmoniser entre les filières REP. Le livrable sera un arrêté, publié courant 2025 pour une entrée en vigueur en 2026, modifiant les cahiers des charges des éco-organismes et systèmes individuels.



La CGF se positionne sur la REP EIC

Fin octobre, la DGPR a dévoilé le **projet de décret de mise en place de la filière REP EIC** et l'a mis en consultation publique jusqu'au 13 novembre. La commission environnement de la CGF est pleinement mobilisée pour y répondre. Elle se réjouit dès à présent de l'élargissement de la définition de producteur et de la fusion avec la REP des emballages de la restauration qui faisaient partie des demandes initiales de la CGF. Mais il reste encore de nombreuses questions pour une filière qui va concerner toutes les entreprises du commerce de gros qui seront traitées dans la contribution CGF en cours d'élaboration.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES



CNC : une instance de consultation et de débats qui doit être à la hauteur des enjeux liés à la consommation

La séance plénière du Conseil National de la Consommation (CNC) a été ouverte ce jeudi 7 novembre par Laurence Garnier, Secrétaire d'État chargée de la consommation, avec un rapide bilan des derniers travaux du CNC et la présentation de ses attentes. Cette instance se doit d'être à la hauteur des attentes des Français avec une attention particulière sur le fait de favoriser une consommation durable, saine et responsable, et soutenir le pouvoir d'achat. Dans un deuxième temps, la directrice générale de la DGCCRF, Sarah Lacoche, a rappelé l'importance de consulter le CNC sur des projets de textes et d'être dans la co-construction avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème. Cette réunion, qui accueillait la nouvelle mandature de ses membres, a permis d'établir un état des lieux de son fonctionnement et des propositions d'amélioration, à savoir confirmer son rôle en tant qu'instance de consultation et de débats, dynamiser et fluidifier les travaux du CNC, donner plus de souplesse et de réactivité, pour traiter les sujets d'actualité. La CGF a insisté sur l'importance de tenir informés les membres des suites des consultations initiées par les ministres.



Conseil National de l'Alimentation

Le Conseil National de l'Alimentation s'est réuni en séance plénière mercredi 6 novembre en présence de la nouvelle secrétaire interministérielle Hélène Amar. Un bilan des différents dispositifs intervenus ces dernières années en matière alimentaire a été fait, avec un focus sur la lutte contre le gaspillage alimentaire, la restauration collective et les projets alimentaires territoriaux. Sur ce dernier point, la CGF a rappelé **l'importance d'associer l'ensemble des acteurs de la filière, et en particulier les grossistes, afin d'optimiser le fonctionnement et les coûts des PAT.**

L'avis relatif à l'alimentation comme vecteur du bien vieillir a été adopté à l'unanimité puis un point sur les travaux en cours, respectivement le bien-être animal, la prévention des risques sanitaires chez les consommateurs et la participation citoyenne a été réalisé, avant d'identifier et prioriser les sujets pour la feuille de route 2025.

Le prochain mandat portera sur : « **l'Alimentation respectueuse et régénératrice de la biodiversité** ».

PUBLICATIONS

Toutes les publications de la CGF

Retrouvez toutes les notes de position, communiqués de presse et supports techniques sur le site internet de la Confédération.



CGF CAMPUS

Formations à venir - CGF CAMPUS



Découvrez les formations CGF CAMPUS proposées en 2024 en format mixte (présentiel/ distanciel)

Mardi 19 novembre 2024 - 9h30/17h00 :

ENVIRONNEMENT - Grossiste : entre obligations réglementaires et démarches volontaires, faire de la RSE une opportunité

Mardi 26 novembre 2024 - 9h30/17h00 :

SOCIAL - Maîtriser les dispositions de la CCN des commerces de gros 3044

Rendez-vous sur le site de CGF Campus

L'agenda CGF

 Le 12.11.2024

Réunion d'actualités sociales
CGF

 Paris (75)

 Le 12.11.2024

Audition mission évaluation
EGAlim 2 - Assemblée nationale

 Paris (75)

 Le 12.11.2024

Observatoire économique de la
Commande publique / Plénier

 Paris (75)

 Le 12.11.2024

Conseil National de l'alimentation
/ GC Risques

 Paris (75)

 Le 13.11.2024

GT Déforestation du Medef

 Paris (75)

 Le 14.11.2024

Matinée sur la seconde main du
Medef

 Paris (75)

 Le 15.12.2022

Conseil National de la Restauration collective / Plénier

Retrouvez-nous sur
les réseaux sociaux



CGF

Confédération des
Grossistes de France



Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 Janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous directement à cgf@cgf-grossistes.fr.